

J'ai signalé tantôt que je parlerais brièvement, car j'ai hâte que cette mesure soit adoptée, de sorte que je me contenterai d'ajouter que la Chambre devrait adopter cette motion. Je préfère ma version, mais si d'autres répondent aux désirs de la Chambre, je serai parfaitement heureux.

● (2030)

**M. Arnold Peters (Timiskaming):** Monsieur l'Orateur, je suis assez d'accord avec le point de vue du député de Greenwood (M. Brewin) qui, je le sais, s'intéresse à ce sujet depuis longtemps et je concède que j'ai été trop généreux. Le gouvernement a dit 30 c. Nous aimerions avoir un compromis en ce qui concerne ce chiffre. Je serais prêt à appuyer celui qu'a proposé le député de Greenwood et encore plus heureux d'appuyer celui qu'a proposé le député de Skeena (M. Howard). Ce dernier le diminue vraiment de moitié. Cela signifie certainement que le Trésor fédéral versera une contribution d'environ \$1,100,000 aux partis fédéraux et une somme globale de \$2,100,000 n'est pas une petite contribution à verser aux partis. Pourtant, lorsqu'on examine le montant d'argent nécessaire pour tenir des élections, on commence à se poser des questions.

Nous sommes allés aux deux extrêmes sur ce sujet. Il y a eu une époque en Angleterre, sous le système parlementaire britannique, où une personne devait posséder un certain montant d'argent pour pouvoir se porter candidat. Au fil des années, on a décidé que ce genre de limite ne devait pas être imposée aux gens, ni aux représentants du peuple. Mais c'est toujours cette limite qui est imposée pour devenir sénateur. Il est surprenant de voir combien de gens au Canada ont, aujourd'hui, assez d'argent pour répondre aux critères du Sénat. Je crois que l'on doit avoir \$4,000 de biens. Je me souviens du cas d'une personne qui a été nommée au Sénat. Elle n'avait pas ces \$4,000 et a dû les emprunter à une société de finance sur la foi du salaire qu'elle allait gagner comme sénateur.

Il ne fait aucun doute qu'au cours des années beaucoup de ceux qui ont été élus à la Chambre ont dû aller emprunter auprès des sociétés de finance afin d'avoir assez d'argent pour faire leur campagne. Il y a eu les cas où une organisation de circonscription de mon parti a dû aller à la banque et faire un prêt personnel à une ou deux personnes pour financer une campagne électorale. Dans certains cas c'est nécessaire et peut-être même souhaitable. Au cours de la crise économique alors que l'argent était très rare, les gens recherchaient désespérément des candidats pour les représenter à la place des institutions auxquelles ils reprochaient leurs difficultés. Un de mes commettants m'a dit avoir participé aux élections de 1933 dans une des régions les plus pauvres de la Saskatchewan. Lui-même et quelques-uns de ses amis s'en allèrent couper du bois, le transportèrent et le vendirent \$2 la corde afin de financer partiellement la campagne de J. S. Woodsworth. Il m'a dit avoir également circulé à cheval pour trouver de l'argent destiné au candidat local. Nous en sommes bien loin étant donné que ce bill prévoit le versement de 4.2 millions par le Trésor dans le cas d'élections.

Ce n'est évidemment pas une somme importante comparée à celle que les partis ont dépensée au cours des dernières élections. D'après Paltiel, elles ont coûté au moins 32 millions et peut-être beaucoup plus si on y ajoute les dépenses du gouvernement pour lequel on a cité le chiffre

### Dépenses d'élection

de 11 millions. On peut donc voir que des élections sont très coûteuses. Pour cette seule raison il est peut-être nécessaire que le Trésor y contribue. Dans l'affirmative, je suggère que nous commençons par un montant aussi peu élevé que possible et que nous imposons des limites strictes afin que des élections n'entraînent pas la dépense de millions de dollars mais plutôt que ces dépenses soient réduites au point d'en permettre un examen facile soit par l'agent qui sera nommé soit par les auditeurs qui examineront la comptabilité des différents candidats.

Il serait judicieux de notre part de permettre au candidat d'envoyer de la correspondance à ses électeurs pour 8 ou 10 cents par personne à condition que ces frais soient payés en argent liquide plutôt que grâce à ce genre d'arrangement qui se prêterait davantage à une augmentation qu'à une réduction des dépenses des partis politiques nationaux.

Nous avons entendu maintes déclarations sur le mode de financement des partis. Le mode de financement du Nouveau parti démocratique n'a jamais été un secret. Ce parti est financé par des gens qui, ayant un problème commun, décidèrent de se réunir pour le résoudre. Dans son rapport sur la dernière campagne électorale, Paltiel note avec intérêt un aspect qui l'a beaucoup surpris, à savoir que le montant d'argent reçu par le NPD en dehors des campagnes électorales varie très peu d'une année à l'autre, ce qui démontre que les partisans acceptent de verser la même contribution d'une année à l'autre afin que le parti continue de leur servir de porte-parole.

Les autres partis politiques sont portés à adopter une façon raffinée de recueillir des fonds. Il importe d'examiner l'orientation de chacun d'eux. L'histoire des toutes dernières campagnes électorales aux États-Unis a révélé que les Républicains, les Démocrates et même les partisans de Wallace ont eu recours à différentes méthodes. La plupart de ces genres de souscription suscitaient en fin de compte des problèmes presque aussi nombreux que ceux auxquels les partis pouvaient remédier avec l'argent recueilli. Ces moyens comprenaient entre autres des dîners-bénéfices, méthode qui a été imitée au Canada tantôt avec succès, tantôt avec moins de succès. Dans la plupart des cas où l'initiative réussit, une association est chargée d'organiser le dîner et elle reçoit en retour un certain montant des recettes. Je pense qu'aux États-Unis, ces gens touchaient 7 ou 8 p. 100 des recettes nettes. Ces dîners ont eu passablement de succès aux États-Unis, mais j'ignore si les partis politiques du Canada se sont donné cette peine pour réunir des fonds.

● (2040)

Il y a un second moyen qui s'achète pour tout, c'est l'envoi par la poste. Tous les électeurs d'une circonscription n'y sont pas inclus, mais grâce à un système minutieusement conçu, on achète des noms qui pourraient se révéler avantageux. Au cours des dernières élections, aux États-Unis, le parti démocrate a acheté des listes de noms de personnes qui s'intéressaient à diverses causes—lutte contre la guerre, contre la pauvreté et deux ou trois des principaux groupes de contestataires. Du point de vue commercial, ces listes se sont révélées aussi efficaces pour la cueillette de fonds que la liste des électeurs du parti démocrate. D'autre part, le parti républicain a découvert que le choix de noms, au moyen d'un ordinateur, à tant le nom, était plus satisfaisant.